

95B253

2002

A6774

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE DU
1^{ER} FEVRIER 2002

---0000000---

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECEPTE

DE MASSY NORD 2.0. FEV. 2002

F° 2601/3 BORD. 45/2

REÇU { - DT DE TIMBRE..... 48,00
- DT D'ENREG..... 75,00
- INTÉRÊT RETARD..... /

MUNARD

L'an deux mil deux,

Le 1^{er} février, à neuf heures,

Les associés de la société 1PACT, Société A Responsabilité Limitée au capital de 200 000 €, divisé en 3 000 parts, dont le siège social est fixé ZI de la Vigne aux Loups – Avenue Arago – 91380 Chilly-Mazarin, se sont réunis au siège social sur la convocation qui leur a été faite par le gérant.

La séance est ouverte sous la présidence de Mr Rondeau Jean-Paul gérant, propriétaire de..... 1 650 parts

Monsieur le Président constate la présence de :

- Mme RONDEAU Marie-Joséphine propriétaire de 1 050 parts
- Mme BARTHELEMY Anne-Christine propriétaire de 150 parts
- Mr RONDEAU Jérôme propriétaire de..... 150 parts

Soit un total de..... 3 000 parts

Monsieur le Président constate, en conséquence que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise de plus des trois quarts du capital social.

La société SEFITEC Eurus France, représentée par Mr Jean-Pierre BOURGIN, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée est présente.

Puis il rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Lecture du rapport de la gérance,
- Lecture du rapport du commissaire à la transformation,
- Evaluation des biens composant l'actif social et des avantages particuliers,
- Transformation de la société en société par actions simplifiée,
- Adoption des statuts de la société sous sa forme nouvelle,
- Nomination d'un Président,
- Nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant,

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

K UTR Rd

- Le rapport de la gérance,
- Le rapport du Commissaire à la transformation établi conformément aux dispositions de l'article L 224-3 du Nouveau Code de Commerce,
- Le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,
- Le projet de statuts de la société sous la forme de société par actions simplifiée.

Le président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été tenus à la disposition des associés au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Il déclare également que le rapport du Commissaire à la transformation prévu par l'article L 224-3 du Nouveau Code de Commerce a été tenu à la disposition des associés.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et du rapport du Commissaire à la transformation.

Cette lecture terminée, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation désigné à l'unanimité des associés, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article L 224-3 du Nouveau Code de Commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

L'assemblée Générale prend acte que le rapport atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité-

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition de la gérance, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, constate que toutes les conditions légales de validité sont réunies, et décide de transformer la société en Société par Actions Simplifiée à compter de ce jour.

Cette modification de la forme de la société n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité-

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale, en conséquence de la décision de transformation qu'elle vient de prendre, et après avoir pris connaissance des statuts qui lui ont été proposés, en approuve le contenu et décide de les adopter comme statuts de la société sous sa nouvelle forme.
Un exemplaire desdits statuts demeurera annexé au présent procès-verbal.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité-

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Président de la société sous sa forme de Société par Actions Simplifiée Mme RONDEAU Marie-Joséphine née le 16.03.1947 à Pleyben (29), demeurant 7 ruelle aux Fourmis, 91160 Saulx-les-Chartreux.

Mme RONDEAU Marie-Joséphine accepte le fonction qui vient de lui être confiée, et déclare n'être frappée d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ladite fonction.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité-

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale nomme :

- en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour les six premiers exercices de la société sous sa forme de Société par Actions Simplifiée, la société SEFITEC Eurus France, demeurant, 4 rue Joseph Monier, 92859 Rueil-Malmaison, représentée par Mr BOURGIN Jean-Pierre.
- en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant pour la durée du mandat du Commissaire aux Comptes titulaire, Mr LEGRAND Jean-Luc, né le 29 février 1948 à Pont de Claix (38) demeurant 7 rue Jobbé-Duval, 75015 PARIS.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité-

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale décide que la transformation de la société en Société par Actions Simplifiée ne modifiera pas la date de clôture de l'exercice en cours, qui demeure fixée au 31/12/2002.

Handwritten signatures:
K MR [Signature] [Signature]

Les comptes de cet exercice seront, établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions légales relatives aux Sociétés par Actions Simplifiées. Le gérant de la société sous sa forme ancienne présentera à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui statuera sur ces comptes, un rapport sur l'exécution de son mandat pendant la période comprise entre le début du présent exercice et la date de transformation de la société.

Cette Assemblée sera convoquée et délibérera conformément aux dispositions légales relatives aux Sociétés par Actions Simplifiées et aux dispositions des nouveaux statuts. L'affectation du résultat de l'exercice en cours se fera selon les règles fixées par les nouveaux statuts. Les fonctions de la gérance prennent fin à compter de ce jour, sous réserve de la nécessité pour la gérance d'établir un rapport de gestion.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité-

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de sa fonction par le Président et les Commissaires aux Comptes, constate que la transformation de la société en Société par Actions Simplifiée est définitivement réalisée.

- Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité -

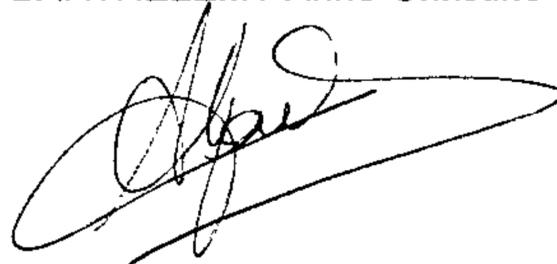
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce qui est dit dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture a été signé par le gérant et les associés.

Mme RONDEAU Marie-Joséphine



Mme BARTHELEMY Anne-Christine



Mr RONDEAU Jérôme



Mr RONDEAU Jean-Paul



Les soussignés :

- Mme RONDEAU Marie-Joséphine, née le 16.03.1947 à Pleyben (29), demeurant 7 ruelle aux Fourmis, 91160 Saulx les Chartreux.
- Mr RONDEAU Jean-Paul, né le 27.09.1944 à Les Sorinières (44), demeurant 7 ruelle aux Fourmis, 91160 Saulx les Chartreux.
- Mr RONDEAU Jérôme, né le 23.05.1974 à Nantes (44), demeurant 5 rue de la Calèche, 91160 Longjumeau.
- Mme BARTHELEMY Anne-Christine, née le 21.10.1971 à Rennes (35), demeurant 14 rue René Cassin, 91160 Longjumeau.

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société 1PACT lors de sa transformation.

Article 1. - Forme

La Société a été constituée sous la forme de Société à Responsabilité Limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 juin 1991 à Marcq en Baroeul, enregistré à la Recette des Impôts de Roubaix.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée par décision de la collectivité des associés réunie en Assemblée Générale Extraordinaire, le 1^{er} février 2002.

Elle continue d'exister entre les propriétaires d'actions ci-après créées ou souscrites ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Article 2. - Objet

La société continue d'avoir pour objet tant en France qu'à l'étranger :

Le conseil, la commercialisation et la gestion et méthodes de Marketing Direct ; le négoce de tous produits se rapportant directement ou indirectement au Marketing Direct. La participation directe ou indirecte à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit dès lors que ces activités se rattachent à cet objet.

La société a également pour objet la location sous toutes ses formes de matériels roulants ainsi que la vente et l'achat de ces matériels.

Et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient pouvant contribuer au développement des affaires et à la réalisation de l'objet de la société.

Article 3. - Dénomination

La dénomination de la société demeure : **1 PACT**

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie

MTR. ✓  

immédiatement et lisiblement des mots " société par Actions Simplifiées " ou des initiales " SAS ", de l'énonciation du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 4. – Siège social

Le siège social reste fixé **Chilly-Mazarin (91380)**
ZI de la Vigne Aux Loups
Avenue Arago

Il peut être transféré en tout autre lieu situé en France par décision du Président. Tout transfert hors de France nécessite une décision unanime des associés.

En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 5. - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus aux statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés devront être consultés à l'initiative de la gérance à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

Article 6. - Apports

Lors de sa constitution, il a été fait apport de 50 000 FF représentant des apports en numéraire.

Le 14 Décembre 1994, il a été incorporé au capital la somme de 250 000 FF prélevée sur la réserve suivante :

- Réserve facultative : 250 000 FF

Le 12 Juin 2001, il a été incorporé au capital la somme de 1 011 914 FF soit 154 265.29 Euros prélevée sur la réserve suivante :

- Réserve facultative : 1 011 914 FF (154 265.29 €)

Les soussignés déclarent que ces parts ont été attribuées comme il est dit dessus et qu'elles ont été entièrement libérées.

Article 7. – Capital social

Le capital social est porté à 200 000 Euros et réparti en 3000 actions.

Il peut être émis des actions à dividende prioritaire sans droit de vote dans les conditions prévues par la loi. La société peut exiger le rachat soit de la totalité de ces actions, soit de certaines catégories d'entre elles, chaque catégorie étant déterminée par la date de son émission.

Article 8. – Modification du capital

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, dans les limites prévues par la loi, par décision des associés selon les modalités prévues à l'article 14 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré. Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser,

ATR. *K* *Red*

conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital est autorisée par décision des associés dans les cas et aux conditions prévues par la loi; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au Président à l'effet de la réaliser.

La réduction de capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme que la SAS ou la société anonyme.

Article 9. – Libération des actions

Toute souscription d'actions est obligatoirement accompagnée du versement immédiat de la moitié du montant nominal des actions souscrites lors de la constitution et un quart au moins lors des augmentations de capital. Le solde restant à verser est appelé par le Président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximal de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque actionnaire, trente jours au moins à l'avance.

A défaut par l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le Président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date d'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par la loi du 24 Juillet 1966. Ainsi l'actionnaire qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera privé du droit de vote.

Article 10. – Forme des titres

Les actions ont la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la société.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Article 11. – Transmission des actions

Les actions sont librement cessibles sauf dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou de son représentant qualifié.

Nantissement: lorsque la société par l'intermédiaire de son Président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Article 12. – Droits & Obligations attachés aux actions.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

MTR.   

La possession d'une emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert en son nom.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de tel sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

A l'égard de la société, les actions indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la personne d'un autre associé ; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Tout actionnaire indivis peut exercer l'information prévue par l'article 19 des présents statuts.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres mis en gage.

En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où le droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 19 des présents statuts est exercé par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

Article 13. - Direction

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société. En présence d'un associé unique, celui-ci exerce cette fonction ou désigne un tiers.

Le premier président de la société est *Mme RONDEAU Marie-Joséphine* désigné pour une durée indéterminée.

Par la suite, le Président est désigné par la collectivité des associés à la majorité pour une durée qu'ils fixeront.

Le Président sortant est rééligible.

Le Président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité prévue à l'article 17 en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le Président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du Président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable au profit du Président.

M.R.  

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la société, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient président en leur nom propre en application de l'article 262-8 de la loi du 24 Juillet 1966.

La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique, à moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposable à la société par actions simplifiée, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés par lettre recommandée à la société. Si la personne morale président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenta le désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Article 14. – Statuts et pouvoirs du Président

La rémunération du président est librement fixée par décision collective des associés de la société.

Toute modification de cette rémunération est également du domaine des décisions collectives des associés.

Conformément à la loi, le Président représente la société à l'égard des tiers et il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément à l'article 262-7 de la loi.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le Président peut consentir à tout préposé de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise (s'il en existe) exercent auprès du Président les droits définis par l'article L 432-6 DU Code du Travail.

Article 15. – Directeur général

Le Président peut donner mandat à une personne physique (ou à plusieurs) associée ou non, pour l'assister dans ses fonctions, à titre de directeur général.

Dans l'acte de nomination qui fera l'objet de publications légales, le Président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu. Celle-ci ne pourra excéder celle du Président sauf si ce dernier exerce son mandat à titre gratuit.

Le directeur général est révocable à tout moment et sans motivation.

En cas de décès, démission ou révocation, le directeur général conserve ses fonctions et attributions ; il provoque une réunion des associés chargée de nommer un nouveau président dont la désignation met fin automatiquement à ses fonctions.

Le directeur général n'ayant pas le pouvoir légal de représenter la société à l'égard des tiers, il devra justifier envers ceux-ci de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le Président de l'acte de sa nomination délimitant l'étendue de ses pouvoirs.

MR.   

Article 16. - Conventions réglementées

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son Président ou son directeur général donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes. Echappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le Président et le directeur général doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues ; cette information sera donnée par la suite à la demande qui sera faite par le commissaire aux comptes et en toute hypothèse au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis au commissaire aux comptes.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leur effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Article 17. – Décisions collectives des associés

Les associés sont consultés et délibèrent dans les formes et les conditions suivantes :

Les décisions des associés doivent être prises collectivement lorsqu'elles concernent les opérations suivantes :

- modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement ;
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- la prorogation de la société
- la modification des dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du Président en matière de changement de siège selon l'article 4
- la nomination, la révocation et la rémunération du Président ainsi qu'il est prévu aux articles 13 et 14
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux Comptes au cours de la vie sociale ;
- comptes annuels et bénéfices. A cet égard, au moins une fois par an et dans les six mois de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

Toute autre décision relève du pouvoir du Président.

Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-dessus, les décisions des associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le Président.

Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.

La décision de consulter les associés appartient au Président sauf le droit pour le commissaire aux comptes de convoquer une assemblée en cas de carence du président et après l'avoir mis en demeure de le faire.

Le président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la production serait admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations ; ces supports seront admis tant pour la consultation des associés que pour la justification de celle-ci envers les tiers.

MR

K *AS* *Red*

À cet égard, il appartient au président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consultation retenu offre des garanties suffisantes de preuve et permet, si besoin, d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise.

Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises à la majorité des seuls suffrages exprimés en réunions ou lors de la consultation écrite ; les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas retenus pour le calcul de la majorité.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, il peut désigner un mandataire en la personne de son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.

Pour les décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par toute personne de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial.

Une décision unanime des associés est exigée pour :

- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable ;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts d'actions (art. 11 des présents statuts), l'inaliénabilité temporaire des actions, l'exclusion d'un associé, l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article 262-20 de la loi.

En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts aux associés lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. Les modalités de consultation des associés sont alors inapplicables.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont répertoriées dans un registre qu'il aura fait coter et parapher.

Article 18. – Modalités pratiques de consultation.

a) Assemblées.

Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du Président ou en cas de carence sur celle du commissaire aux comptes ainsi qu'il est prévu à l'article 17. Le commissaire aux comptes est convoqué à toute assemblée.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation.

Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de huit jours
Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

MR. 

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote, intervenu résolution par résolution.

Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

b) Consultation écrite.

En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse, dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés et notamment ceux visés à l'article 19. Le commissaire aux comptes est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Ces associés disposent d'un délai de huit jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote ; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet.

Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation.

L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

De même si le président l'autorise pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie d'E-Mail sous réserve de l'utilisation d'un logiciel de cryptage.

Dans ce cas, l'associé communiquera au président le code d'accès ; une copie de l'E-Mail sera faite contenant le nom et l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi. Le président certifiera conforme cette sortie papier par rapport au message écran reçu.

Cette copie certifiée sera annexée au procès-verbal de la consultation.

Pour que l'E-Mail soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé sera considéré comme s'abstenant. Là encore l'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies qui empêcherait une manifestation claire de son vote.

Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

MTR. *K* *AS* *RS*

Le Président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et sur lequel sera porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse ; les supports matériels de la réponse des associés quand ils existent seront annexés au procès-verbal.

c) Actes.

Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte; l'apposition des signatures et paraphe de tous les associés sur ce document unique valent prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

Article 19. – Information des associés.

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent huit jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport du président, du ou des rapports des commissaires aux comptes, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

Article 20. – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre

Article 21. – Etablissement des comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion.

Article 22. - Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats

Une décision collective des associés ou l'associé unique approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes dans un délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

M.R. *M* *AS* *PL*

Article 24. - Dissolution – Liquidation

1) À toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolution anticipée de la société. Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président convoque les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du président, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

2) En présence d'un associé unique, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux articles 1844-5 et 1844-8 modifiés du code civil.

Article 25. - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la société et les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social.

Article 26. – Désignation des commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaire et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Cette désignation s'effectue dans les conditions suivantes : majorité simple des associés représentant au moins la moitié du capital pour la durée fixée par la loi.

Sans préjudice de la mise en œuvre du droit d'information supplémentaire prévu dans les statuts, chaque consultation du Commissaire aux Comptes doit impérativement être précédée, dans un délai de huit jours avant la date prévue pour cette consultation, de la communication de tous les documents d'information devant lui permettre de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le texte de la ou des résolutions soumises à son approbation.

Sont nommés pour une durée de six exercices :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire de la société :
SEFITEC EURUS FRANCE représentée par Mr Jean-Pierre Bourgin domiciliée 4 rue Joseph Monier – 92859 Rueil Malmaison.
- en qualité de commissaire aux comptes suppléant :
Mr Jean-Luc LEGRAND domicilié 7 rue Jobbé-Duval – 75015 Paris

Les commissaires ainsi nommés, intervenant aux présentes, déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter le mandat qui vient de lui être confié, en précisant que rien ne s'oppose à cette nomination.

Article 27. – Engagements pour le compte de la société en formation

Les soussignés déclarent accepter, purement et simplement les actes accomplis par Mme BATAILLE Christiane pour le compte de la société en formation et énoncés dans un état annexé aux présents statuts avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société.

En conséquence, la société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

En outre, les soussignés donnent mandat à Mme BATAILLE Christiane de prendre, pour le compte de la société, les engagements nouveaux qui seront précisés dans un acte en annexe aux présents statuts.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements.

ARTICLE 28 : IDENTITE DES PREMIERS ASSOCIES

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 55, 8° du décret n°67-236 du 23 mars 1967, il est précisé que les présents statuts ont été signés par:

Mme RONDEAU Marie-Joséphine



Mr RONDEAU Jean-Paul



Mr RONDEAU Jérôme



Mme BARTHELEMY Anne-Christine



Fait en quatre originaux
A Les Ulis
Le 01 Février 2002

1PACT

SARL au capital de 200.000 Euros
Siège social : ZI La Vigne aux loups
Avenue Arago 91380 CHILLY-MAZARIN

R.C.S EVRY B 382 255 987

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
SUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE EN
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

Assemblée du 1^{er} Février 2002

En exécution de la mission qui nous a été confiée en application de l'article L 224-3 du Nouveau Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur la transformation de votre société en société par actions simplifiée.

Nos contrôles, afin d'analyser et d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social, ont porté sur la situation comptable arrêtée au 30 juin 2001 qui est jointe au présent rapport. Nous avons effectué nos diligences dans le cadre d'un examen limité, complété de contrôles particuliers, conformément aux normes de la profession.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

En outre, il ne nous a été porté à notre connaissance aucun avantage particulier que la société aurait pu faire au profit d'associés ou de tiers ;

Fait à RUEIL-MALMAISON

Le 15 Janvier 2002

SEFITEC Euris France

Représentée par
Jean-Pierre BOURGIN
Commissaire aux Comptes Associé
Membre de Compagnie Régionale de Paris

BILAN ACTIF

SARL 1 PACT

Présentation en FRF	30/06/2001			Net
	Brut	Amort. prov.	Net	
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	1 200,00		1 200,00	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	85 000,00	44 294,44	40 705,56	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	8 866 873,77	6 639 119,12	2 227 754,65	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	2 023,36		2 023,36	
Prêts				
Autres immobilisations financières	12 000,00		12 000,00	
	8 967 097,13	6 683 413,56	2 283 683,57	
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	2 431 652,92	773 391,00	1 658 261,92	
Autres créances	575 986,44		575 986,44	
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	912 268,40		912 268,40	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	737 927,82		737 927,82	
COMPTES REGULARISATION ACTIF				
Charges constatées d'avance (3)	265 226,00		265 226,00	
	4 923 061,58	773 391,00	4 149 670,58	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	13 890 158,71	7 456 804,56	6 433 354,15	

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

Etat avec extra-comptables

BILAN PASSIF

SARL 1 PACT

Présentation en FRF	30/06/2001	
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 1 311 914,00)	1 311 914,00	
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	30 000,00	
- Réserves statutaires ou contractuelles	1 032 907,44	
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	475 816,17	
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	2 850 637,61	
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	1 968 014,34	
Emprunts et dettes financières (3)	414 289,20	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	540 269,21	
Dettes fiscales et sociales	543 506,79	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	11 960,00	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	104 677,00	
	3 582 716,54	
Ecart de conversion Passif		
	TOTAL GENERAL	6 433 354,15
Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
Dont emprunts participatifs		

(1) avec extra-comptables

COMPTE DE RESULTAT 1/2

SARL 1 PACT

Présentation en FRF	30/06/2001			
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	3 852 177,88	1 371 025,01	5 223 202,89	
Chiffre d'affaires net	3 852 177,88	1 371 025,01	5 223 202,89	
Production stockée				
Production immobilisée				
Produits nets partiels sur opérations à long terme				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges			165 809,44	
Autres produits			498,90	
			5 389 511,23	
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes (a)			3 122 975,70	
Impôts, taxes et versements assimilés			41 888,49	
Salaires et traitements				
Charges sociales			129 742,04	
Dotations aux amortissements et provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			805 259,97	
- Sur immobilisations : dotations aux provisions				
- Sur actif circulant : dotations aux provisions			773 391,00	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			1,72	
			4 873 258,92	
RESULTAT D'EXPLOITATION			516 252,31	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			93,50	
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			93,50	
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			59 029,64	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			59 029,64	
RESULTAT FINANCIER			- 58 936,14	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			457 316,17	